



C'est la question que se posent de nombreux observateurs au regard des mesures de restrictions de visas que viennent de prendre les autorités américaines contre tous ceux qui soutiennent de près ou de loin la violence et les violations des droits humains dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Enfin une bonne nouvelle qui nous vient de Washington. A savoir que désormais, les Etats-Unis imposent des restrictions de visa aux artisans de la guerre au Sud-Ouest et au Nord-Ouest. Préoccupée par la persistance des violences dans ces 2 régions du Cameroun, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, l'a clairement déclaré le 7 juin dernier. Quelle bonne décision, après près de 5 années de barbarie et de terreur contre les populations de ces 2 régions, qu'une saine et salvatrice colère quand elle s'en prend enfin à la haine, à la violence, à la barbarie et à la terreur qui sévit dans cette partie du territoire camerounais. « Les Etats-Unis sont profondément préoccupés par la poursuite des violences dans les régions anglophones du Cameroun », aura sans coup férir, martelé Antony Blinken, avant d'ajouter : « *nous continuons d'appeler le gouvernement camerounais et les groupes séparatistes à mettre fin à la violence et à engager un dialogue sans conditions préalables pour résoudre pacifiquement la crise. Il est important que les enfants puissent aller à l'école et que l'aide humanitaire puisse être fournie (...). Nous condamnons ceux qui sapent la paix en se livrant ou en incitant à la violence, aux violations et aux abus de droits humains et aux menaces contre les défenseurs de la paix ou les travailleurs humanitaires* ».

Il va sans dire que depuis le début de la crise dans ces 2 régions du Cameroun, les Ambazoniens à cause de leurs intransigeances et de leurs méthodes qui frisent la sauvagerie et la barbarie, se sont toujours distingués comme ces artisans de la violence, davantage enclins aux violations et abus des droits humains, dont parle ainsi le secrétaire d'Etat américain. A ce titre, en plus des viols, des enlèvements, le boycott des activités socioéducatives dans cette partie du pays, des exécutions atroces commises par ces terroristes affectent profondément, depuis des années, la vie des communautés vivant dans ces 2 régions anglophones. On peut à cet effet citer pour la petite histoire, le massacre de 8 élèves à l'Académie internationale bilingue Mère Francisca de Fiango, le 24 octobre 2020 dans la ville de Kumba ; ainsi que l'odieux assassinat de la gardienne de prison Florence Ayafor, après avoir copieusement été violée par ses bourreaux, le 29 septembre 2019, dans le Nord-Ouest ; assassinat dont la vidéo avait suscité à l'époque l'indignation de toute la communauté nationale et internationale.

MESURES

Autant de cas et bien d'autres qui peuvent aujourd'hui témoigner à suffisance l'extrême cruauté de ces séparatistes ambazoniens, des individus sans foi ni loi qui procèdent de manière incessante par le rançonnement de leurs otages, tout en imposant des lourds tributs aux différentes familles terrorisées et traumatisées par tous ces actes inhumains. Pourtant, le gouvernement camerounais n'est pas resté les bras croisés face à cette situation qui perdure dans la partie anglophone de notre pays, malgré lui.

Terrorisme au Noso

Liste non exhaustive des principaux financiers

Ils sont installés dans plusieurs pays occidentaux parmi lesquels les Etats-Unis. Voici un échantillon d'entrepreneurs de la guerre dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

- 1- Mark Baretta (**Belgique**)
- 2- Lucas Cho Ayaba (**Norvège**)
- 3- Shey Kaavi Melim (**Autriche**)
- 4- Tapang Ivo Tanku (**Usa**)
- 5- Ebenezer Akwanga (**Usa**)
- 6- Nsoh Nkem Foncha (**Usa**)
- 7- Christ Anu (**Usa**)
- 8- Boh Herbert (**Usa**)
- 9- Eric Tataw (**Usa**)

10- Jacques Tchouanang (Usa)

Il faut avant tout rappeler que la crise actuelle dans les 2 régions du NordOuest et du Sud-Ouest, commence par de prétendues revendications corporatistes des enseignants et des avocats fin 2016. Selon les grognards, ces premières revendications portent pour l'essentiel sur la traduction en langue anglaise du code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Par la suite, elles vont très vite dériver sur le retour au fédéralisme dans ces 2 régions. Pour répondre donc à ces exigences qui s'apparentent d'emblée à des diktats, le gouvernement camerounais procède très rapidement, pour désamorcer la bombe, à la publication intégrale du Code de l'Ohada en langue anglaise. Par la suite, le président de la République va instruire en 2017, la création d'un département de la Common Law à l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature (Enam), dont la première promotion débutera les cours le 8 janvier 2018. Pour intensifier l'offre, le chef de l'Etat ordonnera, en mars 2017, la création d'une faculté des Sciences juridiques et politiques à l'université de Buea, ainsi que l'instauration de la filière Common Law dans d'autres universités d'Etats abritant cette faculté, qui ne possédaient pas encore la filière en question ; jusqu'à ce que, la Commission nationale de promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm), soit mise sur pied par décret présidentiel, le 23 janvier 2017, avec pour objectif d'œuvrer pour la consolidation de la paix, l'unité nationale et le vivre-ensemble des Camerounais.

Mais alors, au regard de la persistance des hostilités en zone anglophone, le président estime qu'il est urgent de trouver les voies et moyens plus crédibles pour que la paix revienne définitivement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. C'est dans cette optique qu'il convoquera le Grand dialogue nationale (Gdn), qui se tiendra du 30 septembre au 4 octobre 2019, et dont la mise en œuvre des résolutions apportent des résultats concrets aujourd'hui sur le terrain. Notamment, par cette main tendue du grand artisan de la paix aux sécessionnistes, l'on assistera à la réinsertion des ex-combattants ambazoniens au sein de la communauté, en les orientant dans plusieurs secteurs d'activités, à travers le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (Cnddr) dans les différentes zones en guerre sur le territoire national.

Le chef de l'Etat va également initier le programme de reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour que les populations y retrouvent leur train de vie normal. Pourtant, toutes ces résolutions se sont heurtées à l'intransigeance des séparatistes et de leurs pourvoyeurs de fonds qui résident pour la plupart aux Etats-Unis. Par contre, il n'est pas exclu que des éléments égarés et zélés de nos forces de défense et de sécurité aient eu à commettre des bavures et des erreurs, soit. Ce qui n'est pas l'apanage de la seule armée camerounaise. Mais il faut relever que, après que des enquêtes aient chaque fois révélé des coupables, ceux-ci ont toujours été punis, selon le règlement de notre armée.

VIDÉO

Malheureusement, la triste et désolante impression qui s'est dégagée jusque-là, c'est que les Ong et de nombreux observateurs étrangers manifestent un parti-pris flagrant en fermant

systématiquement les yeux sur ces abominables atrocités perpétrées par ces groupes séparatistes, pour ne focaliser leurs critiques qu'à l'égard de l'armée camerounaise. Somme toute, une armée moderne et respectueuse des droits de l'Homme qui se distingue davantage par son professionnalisme et son humanisme. Mais ce qui est surtout surprenant pour de nombreux observateurs est que les autorités américaines aient décidé tout à coup de refouler sur leur territoire, tous ceux que l'on soupçonne de financer la guerre dans ces 2 régions anglophones du Cameroun, pourtant ils l'auront fait bien avant que la situation ne devienne plus critique dans cette partie du territoire camerounais. Ce d'autant plus qu'une certaine opinion cherche à comprendre si la décision américaine de restriction de visa imposée aux financeurs de la guerre dans les régions anglophones de notre pays, serait une déclaration de guerre aux Ambazoniens. Et ceci, au moment où une vidéo sur une certaine Edith Manka'a Nang vivant aux Etats-Unis, fait le tour des réseaux sociaux depuis la semaine dernière. Selon les informations révélées sur cette dernière, la femme en question est présentée comme l'une des grandes pourvoyeuses en munitions et armes automatiques aux terroristes ambazoniens, en complicité avec ses 3 enfants.

Son engagement à dessein destructeur pour le Cameroun n'est plus à démontrer, tel qu'on la voit dans ce vidéo entrain de manipuler tout un arsenal de guerre qu'elle s'apprête à convoier au Cameroun. Aux dernières nouvelles, Edith Ngang, Elambi Walters Muna, et Tamufoh Nchumuluh St Michael (tous des Camerounais) viennent d'être inculpés dans l'Etat du Maryland pour complicité, financement et armement des terroristes sur le sol américain. Selon nos sources, dans l'acte d'accusation du procureur de la République près le tribunal de l'Etat du Maryland, il est reproché à la bande à Edith Ngang d'avoir exporté des équipements militaires, des armes de guerre, des munitions et de l'argent en espèces dans des containers à destination du Nigéria Le point de chute de la cargaison étant le Noso au Cameroun. Tout ceci, depuis le mois de novembre 2017 jusqu'au 19 juillet 2019. Des activités condamnées par la loi américaine. Chaud devant pour tous les entrepreneurs de guerre au Noso établis aux Etats-Unis et certains pays occidentaux.

Source : La Nouvelle
